



Décision n°132/2025

Objet : Zone d'activités de la Vallée de l'Aunelle sur la commune de Jenlain – vente des lots libres n°11 et 12 à la société par actions simplifiée A.P.M

Le président de la communauté de communes du Pays de Mormal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-2025 en date du 11 juin 2025 par laquelle celui-ci m'a autorisé de signer les compromis de vente et actes authentiques à venir dans le cadre de la cession de lots libres sur les zones d'activités de la communauté de communes,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 27/09/2016 relative à la mise en œuvre de la loi NOTRe aux termes de laquelle la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire sont communautaires,

Considérant la demande de Monsieur Moudni Abdellah, président de la société par actions simplifiée A.P.M, ayant son siège social au 5 avenue de la Gare 59530 Le Quesnoy, dont le numéro d'immatriculation au RCS est 944 323 120, relative à l'acquisition des lots libres n°11 et 12 de la zone d'activités de la Vallée de l'Aunelle – commune de Jenlain- pour une surface totale de 2 611m²,

DECIDE

Article 1 : Le président décide de vendre à la société par actions simplifiée A.P.M, ayant son siège social au 5 avenue de la Gare 59530 Le Quesnoy, les lots libres n°11 (1295m²) et n°12 (1316m²) situés sur la zone d'activités de la Vallée de l'Aunelle sur la commune de Jenlain, d'une surface totale de 2 611m², constitué comme suit : parcelle ZA61 et parcelle ZA62 pour un montant de 130 550€ HT (hors frais de notaire).

Article 3 : Le compromis de vente et l'acte authentique seront rédigés en l'étude de Maître Sébastien DORCHIE située 30 Place du Général Leclerc, 59530 Le Quesnoy.

Article 4 : La présente décision sera communiquée au conseil communautaire lors de la prochaine séance et affichée en l'hôtel communautaire.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille –5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039-59014 LILLE cedex dans un délai de deux mois à suivant sa publication. Elle peut dans ce même délai de deux mois et préalablement à une saisine du tribunal administratif compétent, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Président de la CCPM. Au terme d'un délai de deux mois à compter dudit recours gracieux, le silence du Président de la CCPM vaut décision implicite de rejet, conformément à la réglementation en vigueur. Dans ce cas, s'ouvre un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif précité d'un recours contentieux contre la décision implicite de rejet et la présente décision.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Sous-Préfète d'Avesnes sur Helpe et au Comptable du trésor.

Le Président certifie :

- La conformité de la présente ampliation,
- Le caractère exécutoire de cet acte publié le
- Transmis le
- Qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois.

Le Quesnoy,

Jean-Pierre MAZINGUE